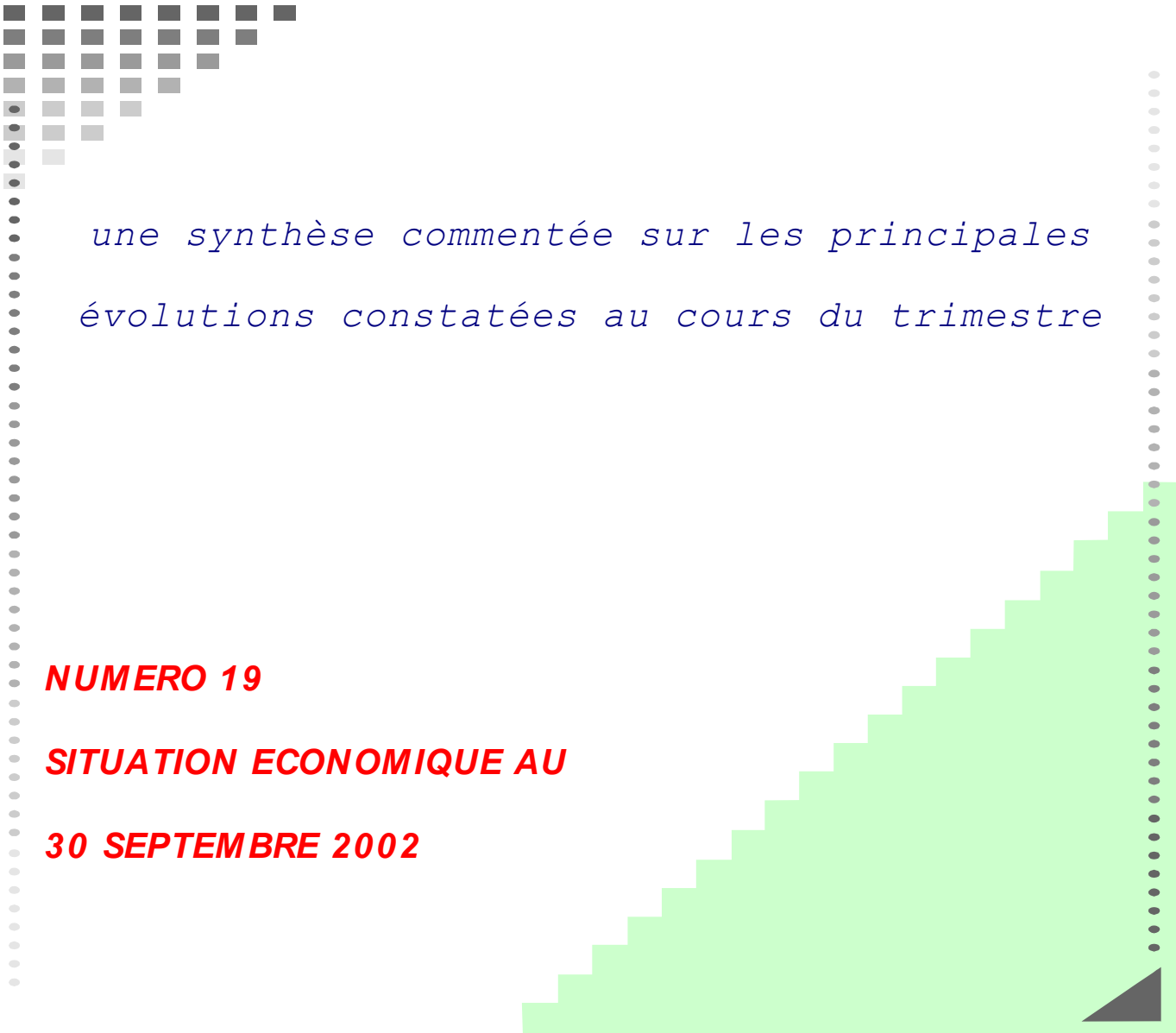


# *Tableau de bord économique et financier*

*Publication trimestrielle  
des administrations économiques et financières  
de la Haute-Saône : Trésor Public, Impôts, Douanes,  
Concurrence et Consommation, Insee.*



*une synthèse commentée sur les principales  
évolutions constatées au cours du trimestre*

**NUMERO 19**

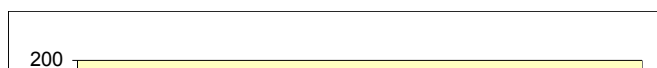
**SITUATION ECONOMIQUE AU**

**30 SEPTEMBRE 2002**



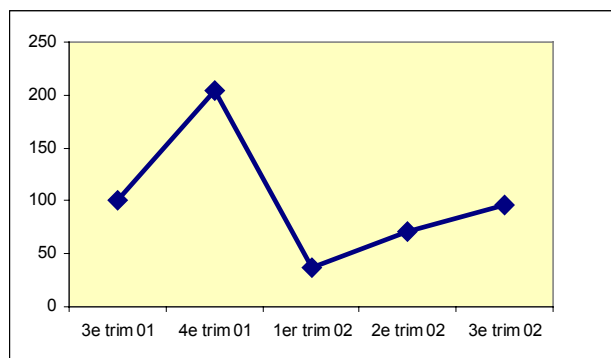
## Action des collectivités publiques

### Dépenses de fonctionnement de l'Etat



Base 100 en 2001, série trimestrielle  
Source : trésorerie générale

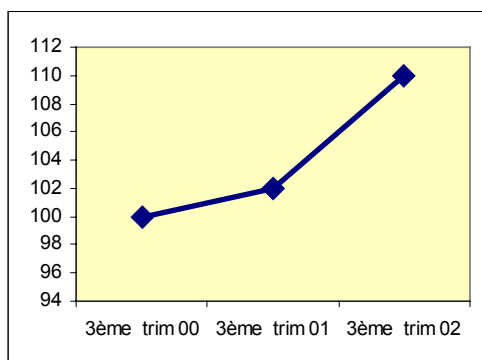
### Dépenses d'investissement de l'Etat



Cumul au 30/09/02 : 7,3 M€ contre 7,7 M€ au 30/09/01 (-5%)

Base 100 en 2001, série trimestrielle  
Source : trésorerie générale

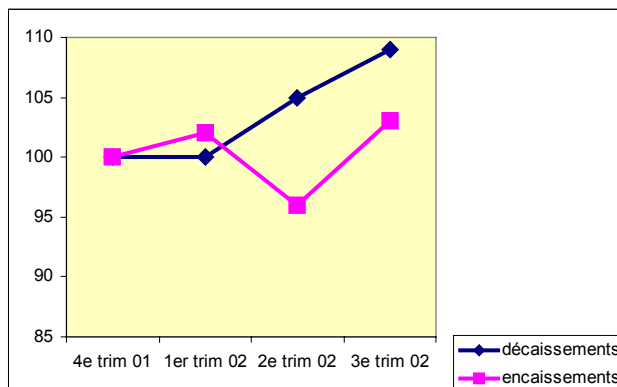
### Décaissements des collectivités et établissements publics locaux



Cumul au 30/09/02 : 498 M€ contre 452 M€ au 30/09/01 (+10%).

Base 100 en 2000, série trimestrielle  
Source : trésorerie générale

### Décaissements et encaissements des organismes de sécurité sociale



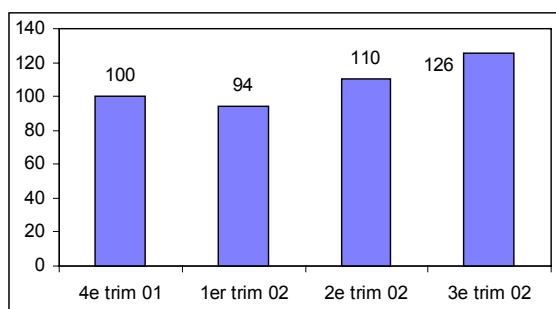
Base 100 en 2001, série trimestrielle  
Source : trésorerie générale

## Activité - Production

### Chiffre d'affaires des entreprises fiscalisées en Haute-Saône.

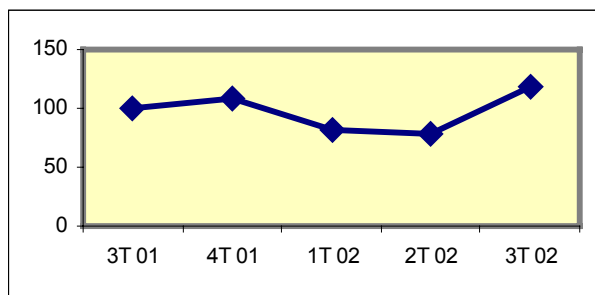
	3e trim 01	4e trim 01	1er trim 02	2e trim 02	3e trim 02
France	951	1004	983	1005	1001

### Investissements des entreprises fiscalisées en Haute-Saône.



Base 100 : 3e trimestre 2001 source : DGI

## Evolution du marché immobilier dans l'ancien



La base des transactions immobilières s'élève à 63,1 M€ au 30/09/02 contre 42,4 M€ au 30/06/02 (+49%).

Base 100 : 2er trimestre 2001 source : DGI

## Surfaces commerciales

Les commerces de détail de plus de 300 m2		
Secteur d'activité	Nombre de magasins	Surface de vente
Commerces alimentaires	54	69 043
Equipement de la personne	39	21 038
Equipement de la maison	46	35 892
Commerces de bricolage et jardinage	49	59 034
Sport, culture, loisirs	17	9 739
Autres non alimentaires	22	16 607

source: DCCRF

## Echanges commerciaux

	3e trim 01	4e trim 01	1er trim 02	2e trim 02	3e trim 02	Total 02
Import	165	194	183	178	157	518
Export	408	435	467	510	460	1 437
Taux de couverture	2,47%	2,24%	2,55%	2,87%	2,93%	2,77%

En millions d'euros source : Douanes

Le niveau des exportations reste soutenu notamment grâce aux produits de l'équipement automobile

## Créations d'entreprises

Nombre d'entreprises	3 T 01	4 T 01	1 T 02	2 T 02	3 T 02	% Var 3 T 02/ 3 T 01
Haute-Saône	136	170	151	182	161	18,4%
F. Comté	744	850	896	885	828	11,3%
France	61 315	62 658	71 823	71 674	62 953	2,7%

Données brutes source : INSEE

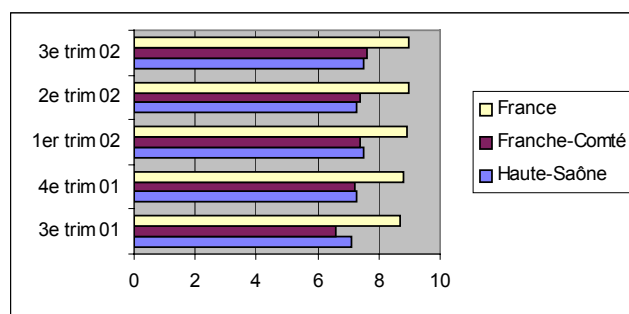
## Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises	2 T 01	3 T 01	4 T 01	1 T 02	2 T 02	% Var 2 T 02/ 2 T 01
Haute-Saône	21	15	23	18	13	-38,1%
F. Comté	145	85	135	100	89	-38,6%
France	8 555	8 024	10 540	9 809	10 283	20,2%

Données brutes source : INSEE

## Taux de chômage

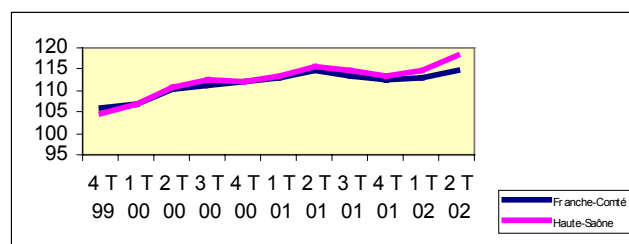
Le taux de chômage est de 7,5% en Haute-Saône et de 7,6% en Franche-Comté au 3e trimestre 2002. Après la baisse constatée le trimestre précédent, il revient au même niveau qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2002. Il reste inférieur au taux national de 9%.



Données CVS source : INSEE

## Evolution des effectifs salariés du secteur privé non agricole

L'effectif des salariés privés non agricole continue sa progression amorcée au 1<sup>er</sup> trimestre 2002. Par rapport au trimestre précédent, il augmente de 3,14% dans le département et de 1,77% dans la région.



Indice base 100 1<sup>er</sup> trimestre 1995 source : ASSEDI - secteur privé non agricole - INSEE

*Pour certains indicateurs (échanges commerciaux, taux de chômage, défaillances et créations d'entreprises), les séries font l'objet de révisions permanentes. Les causes sont diverses : déclarations tardives, contrôles, actualisation de CVS. ...*

## **Chiffre d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A.**

Le chiffre d'affaires indiqué est celui des entreprises qui déclarent selon le régime réel normal (chiffre d'affaires supérieur à 5 M.F. pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieur à 1,5 M.F. pour les prestataires de service) et qui déposent leurs déclarations de chiffre d'affaires dans le département, quelle que soit la localisation de leurs établissements.

Le chiffre d'affaires à l'exportation, dans l'UE et hors UE, se différencie de celui des informations douanières, la douane prenant en compte l'ensemble des établissements de la région, quel que soit le lieu de dépôt des déclarations fiscales.

Les chiffres d'affaires fournis sont ceux qui figurent sur les déclarations déposées au cours des trimestres indiqués. Compte tenu des délais séparant la date des affaires de la date de dépôt des déclarations, ces montants correspondent essentiellement aux affaires réalisées le 3ème mois du trimestre T-1 et les deux premiers mois du trimestre T.

## **Dépenses de fonctionnement**

Cette rubrique retrace l'ensemble des mandatements effectués au titre des dépenses de fonctionnement pour les différents ordonnateurs pour lesquels le Trésorier-Payeur Général est comptable assignataire. Les principales dépenses ordinaires sont les achats de biens et services, les travaux d'entretien, les subventions de fonctionnement.

## **Dépenses d'investissement**

Cette rubrique retrace l'ensemble des mandatements effectués au titre des dépenses d'investissements par les différents ordonnateurs pour lesquels le Trésorier-Payeur Général est comptable assignataire. Les principales dépenses sont les travaux effectués dans le cadre des marchés publics et les subventions d'investissement.

## **Échanges commerciaux**

L'indicateur représente les valeurs de produits importés et exportés ainsi que les variations en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les statistiques reprennent à la fois les échanges avec les pays tiers et les échanges intra Union européenne.

## **Surfaces commerciales**

Les données sont extraites de l'inventaire permanent des commerces de détail d'une surface de vente de plus de 300 m<sup>2</sup> hors hôtellerie et cinémas établi par la D.G.C.C.R.F. et fourni à l'observatoire départemental d'équipement commercial.

## **Défaillances d'entreprises**

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure doit faire l'objet d'une publication dans un journal officiel (BODACC) à partir duquel est élaborée la statistique des défaillances, qui recense l'ensemble des dépôts de bilan.

## **Investissement des entreprises calculé à partir de la TVA ayant grevé le prix d'achat**

Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

## **Evolution du marché immobilier dans l'ancien (base de la taxe additionnelle communale)**

Les bases de transactions immobilières, hors immeubles neufs, sont reconstituées à partir des recouvrements de la taxe additionnelle communale (ces bases ne sont qu'approchées, la taxe additionnelle étant également assise sur d'autres types de mutations jugés mineurs).

## **Décaissement des collectivités locales : décaissements de l'ensemble des collectivités locales qui ont un receveur du réseau du Trésor Public**

Communes, groupements de communes, hôpitaux et certains EPL

## **Décaissement des organismes de sécurité sociale**

Décaissements effectués par les différents organismes de sécurité sociale (URSSAF, CAF, CPAM, CRAM) qui sont imputés sur le compte ACOSS. Cette rubrique correspond pour l'essentiel au paiement des prestations familiales par les CAF, au versement des retraites par les CRAM, au remboursement de dépenses de soins assurés par les CPAM et au financement des établissements médicaux et médico-sociaux.

## **Encaissement des organismes de sécurité sociale**

Encaissements effectués par les différents organismes de sécurité sociale (URSSAF, CAF, CPAM, CRAM) qui sont imputés sur le compte ACOSS. Cette rubrique correspond pour l'essentiel aux cotisations sociales payées à l'URSSAF aussi bien par le secteur privé que par le secteur public local.

## **Créations d'entreprises**

Les données sont issues du fichier SIRENE. Le concept de création est pris dans le sens large d'entreprises nouvellement actives. Il prend en compte tous les mouvements économiques qui permettent d'accroître les moyens de production, en les créant ou les réactivant, mais aussi en les maintenant en exploitation grâce à un changement d'exploitant.

Le champ des activités retenu est le champ ICS (industrie, construction, commerce, services). L'agriculture et les activités financières sont exclues du champ d'investigation.

## **Taux de chômage**

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail). Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT et corrigé des variations saisonnières) à la population active totale (actifs ayant un emploi + militaires du contingent + chômeurs). Les chômeurs, au sens du BIT, doivent satisfaire simultanément aux quatre critères suivants : recherche d'un emploi, démarches effectives, disponibilité, absence d'occupation professionnelle au cours de la semaine de référence, ils comprennent également les personnes disponibles ayant trouvé un emploi qui commencent ultérieurement.